

Ali El Kenz, uniquement sociologue ?

Lorsqu'on aborde la vie d'un chercheur connu ou non des lecteurs cultivés, on hésite entre deux possibilités : soit on opte pour l'étude de sa trajectoire scientifique, les modalités pratiques et théoriques ayant présidé à sa formation, à savoir son curriculum vitae, soit on ne retient que le résultat de ce parcours que matérialise son œuvre «achevée».

Par le D^r Ahmed ROUADJIA*

... Pourtant la logique veut que l'itinéraire d'un homme, surtout quand il a été engagé sa vie durant dans une praxis, soit indissociable de son œuvre, résultat d'un long et persévérant effort de travail, de réflexion et de production du « sens ». Ainsi en est-il d'Ali El Kenz qui vient de publier un ouvrage (cf. note infra) récapitulatif des études qu'il a publiées en différentes périodes et abordant des sujets fort divers mais complémentaires.

Que dire donc d'El Kenz ? Que son curriculum vitae nous renseigne tout d'abord sur l'impressionnante quantité de ses productions scientifiques reflétées à travers le nombre d'ouvrages publiés, à titre individuel ou en collaboration, ainsi qu'à travers les études, les enquêtes et les articles réalisés individuellement ou avec d'autres, sans compter évidemment sa longue expérience en matière d'enseignement et de recherche. Ensuite, sa trajectoire intellectuelle nous renseigne sur la qualité de son œuvre, qui apparaît à la lecture à la fois inégale et diverse. Inégale, parce que certaines études qu'il a menées sont plus fouillées et plus pertinentes que d'autres ; diverses, parce qu'El Kenz ne s'est pas enfermé dans sa spécialité de sociologue, mais il s'est ouvert aux autres disciplines des sciences sociales (économie, histoire, science politique, etc.). Son refus de se rendre « esclave » de sa spécialité pour s'adonner à des recherches pluridisciplinaires, lui ont donné de multiples atouts sur ses pairs hyper-spécialisés, pour comprendre et analyser, enfin, un certain nombre de phénomènes sociaux, économiques et politiques que la seule sociologie serait incapable de traiter.

La quantité et la qualité de l'œuvre

Les travaux et les recherches qu'il a menés entre 1974 et 1984 (que je ne peux citer ici faute de place) témoignent d'une approche rigoureuse de réflexion et d'un effort tendant à faire appel aux méthodes et au savoir de toutes les disciplines des sciences sociales, sans jouer nullement à l'éclectisme. Tout en maîtrisant les approches et les techniques de sa spécialité, il n'hésitait pas à faire des incursions répétées dans les domaines connexes, qui l'aidaient à comprendre les liens qui s'établissaient dans la société entre le social, l'économique, le politique et le culturel.

Ses publications ultérieures, celles qui courent de 1984 à 2009, l'attestent. Elles anticipent sur l'évolution de la société algérienne, notamment sur le devenir de l'industrie industrialisante, dont il prévoyait le fiasco quand d'autres soutenaient le contraire.

Son ouvrage, *L'Economie algérienne*, publié aux éditions François Maspero en 1980, sous le pseudonyme de T Benhouria, suivi par *Les Maîtres-penseurs* (ENAL, 1984) et par *Une expérience industrielle en Algérie* (Paris, CNRS, 1987) prennent à juste titre le contre-pied de ces analyses, alors à la mode, et qui



consistaient à présenter une image idyllique de l'économie et de la société algériennes au motif naïf que l'industrie-industrialisante promettait un «décollage» économique imminent.

De l'analyse de l'Etat et de la société

Dans un ouvrage postérieur, *L'Algérie et la modernité* (éditions CODESRIA, DAKAR, 1989), El Kenz va plus loin encore dans l'analyse de la crise multidimensionnelle de la société algérienne. Son examen rétrospectif passe en revue les attentes, les enthousiasmes et les désenchantements successifs vécus par une société sortie de «la longue nuit coloniale», pour reprendre le titre d'une œuvre de Ferhat Abbas. Sa contribution qui y porte le titre de : « La société algérienne

On n'a plus affaire au peuple comme «seul héros», mais à une masse confuse de gens inorganisés, sans aucune autre représentation ou repère que Dieu et le mektoub.

aujourd'hui : esquisse d'une phénoménologie de la conscience nationale », procède à un examen minutieux de l'évolution traversée en « deux temps » par la société algérienne : celle de l'euphorie qui a précédé et accompagné les premières années de l'indépendance marquées par la fierté et la souveraineté politique retrouvées et par les projets grandioses portés par l'Etat-nation restauré, et celle des déboires et des désenchantements qui coïncident avec l'essoufflement des projets initiaux du développement (Révolutions industrielle, agraire, cultu-

relle, etc.). L'analyse qui s'y déploie nous introduit à la compréhension des processus complexes qui ont façonné les représentations sociales et politiques, et modifié les structures psychiques et psychologiques des individus dans le sens d'une déréliction morale, qui s'est achevée par une cassure entre la société civile désenchantée et par l'optimisme de la société politique (l'Etat). Cramponné dans ses certitudes d'autant plus absolues qu'elles sont devenues absurdes, l'Etat a fini par se détacher peu à peu de la société globale au point de lui devenir quasi « étranger ».

De l'enthousiasme au désenchantement...

Comment en est-on arrivé là ? De manière fort pénétrante, El Kenz nous l'explique en trois phases qui sont autant de traits caractéristiques de « la conscience de soi ». Ou plutôt de la conscience nationale algérienne. La première phase se distingue d'abord par sa « densité » spécifique. Elle est mesurable non seulement par « sa production théorique et idéologique », mais aussi par « sa profondeur, ou son caractère marqué ici par les débats populaires dans les usines, les fermes, les universités et qui ont fini par lui donner une large assise populaire confirmée et, au-delà, par l'intensité et la richesse des discussions collectives autour de l'adoption en 1976 de la Charte nationale ». Seconde phase ou moment vécu par cette « conscience de soi » : l'homogénéité relative qui l'avait caractérisée, et qui s'était accompagnée en même temps d'une forte connotation économique, sinon «économiste». L'attention collective se focalisait en effet sur des centres

d'intérêts partagés : le travail, la promotion professionnelle, le rêve d'un décollage économique qui sortirait le pays des ornières du « sous-développement », toutes préoccupations liées à la question centrale du « décollage industriel » et du « rattrapage du retard accumulé ». Ce furent les fameux slogans du « père » de l'industrie algérienne, le dogmatique Belaid Abdesselam et son équipe de technocrates qui mirent malgré eux le pays sous les fourches caudines des marchands des produits technologiques...

Troisième phase ayant enfin caractérisé la « conscience de soi » de cette période de notre histoire post-indépendance était celle de l'« allure » qui l'avait martelée. « Une allure dynamique portée par l'optimisme historique qu'avait légué à notre société la guerre victorieuse de libération mais aussi par les succès qui rythmaient, à intervalles réguliers, la marche triomphante de l'œuvre de construction nationale (nationalisations des intérêts étrangers, des hydrocarbures, lancement de la sidérurgie, de l'industrie mécanique, de la révolution agraire, etc.). Le tout désignait sous une forme inéluctable, l'image à l'horizon, d'un avenir meilleur... ».

L'Etat-nation en désaffection ?

Mais cet horizon s'est assombri au fil des ans. L'essoufflement ou l'échec des projets naguère mobilisateurs, le recul de l'Etat-nation et la désaffection des « masses » à son égard ont conduit ces dernières au repli sur des espaces réduits, mais conviviaux : les espaces de vie comme les quartiers (al houma), le centre animé de la ville, la mosquée, le stade ou les marchés informels, comme le trabendo. La notion du « peuple », des « masses populaires », s'est effacée désormais devant celle du « petit peuple », des petites gens dépourvues de force et de gloire. On n'a plus affaire au peuple comme « seul héros », mais à une masse confuse de gens inorganisés, sans aucune autre représentation ou repère que Dieu et le mektoub.

C'est ainsi que s'est opérée la mutation de « la conscience de soi ». Ce « rééquilibrage de la conscience de soi » a fini par briser le mythe d'une « société unie autour de son leader charismatique pour affronter, comme nation, les défis du développement. D'ailleurs, le schéma à fort pouvoir mobilisateur d'une Nation-Etat ou d'un Etat-Nation aux prises avec l'adversité, schéma qui avait été maintes fois utilisé par le passé à des fins médiatiques, a notablement perdu de son efficacité idéologique. Il est tombé en désuétude, mais son obsolescence a été accélérée par une redistribution nouvelle des représentations collectives. Celles-ci ne sont plus agglutinées à l'axe central de Etat-Nation-Société-Développement qui dessinait des cadres sociaux clairs, une temporalité historique évidente ; elles se répartissent maintenant selon une pluralité de centres d'intérêts qui s'entrecroisent sans que l'un d'entre eux ne domine

... ❖ ❖ ❖ ...



les autres».

De ce qui précède, on déduit à partir de la lecture du contenu de l'œuvre de l'auteur en question qu'il n'est pas seulement sociologue de formation, mais il est aussi économiste, politologue, historien et anthropologue tant par vocation, que par intérêt intellectuel et pratique. La plupart de ses analyses consacrées à l'Algérie depuis la fin des années soixante dix, demeurent d'actualité. Elles se signalent tant par leur consistance théorique que par leur honnêteté et l'impartialité qui les accompagnent et les encadrent.

El Kenz et les autres...

Certes, El Kenz n'est pas le seul à se distinguer par ces qualités. Il en est d'autres. On peut citer pour mémoire feu Djilali Liabès, philosophe de formation, mais aussi bon sociologue et économiste de « terrain » et dont les travaux sur la bourgeoisie privée et les relations matrimoniales furent remarquables. A ces deux auteurs rigoureux, il faut adjoindre les noms de feux d'Abdelmalek Sayad et de M'Hammed Boukhobza dont les travaux méritent également d'être salués. Le premier fut un collaborateur et ami du grand sociologue français, Pierre Bourdieu, avec lequel il avait publié un ouvrage fameux, *Le Déracinement* (édition de Minuit, 1970) et qui résonnait comme un hymne en hommage à la paysannerie algérienne, victime de la colonisation. Historien de l'émigration, spécialisé dans la recherche identitaire, co-auteur avec Bourdieu, de *La Misère du monde* (Paris, éditions du Seuil, 1999), Sayad fut également un sociologue d'une rigueur implacable et d'une honnêteté que d'aucuns, même parmi ses détracteurs, lui reconnaissent. Ses travaux sur l'émigration maghrébine, et notamment « l'émigration kabyle » ont eu un retentissement international et constituent de nos jours encore une référence incontournable. Boukhobza qu'une main criminelle avait violemment arraché à la vie, comme Liabès, était un sociologue dont les travaux étaient axés sur l'économie et ses principales contributions ont porté sur l'économie agro-alimentaire, les mutations dans le monde rural, les continuités et les ruptures opérées après l'indépendance. Son dernier ouvrage : *Octobre 88. Evolution ou rupture ?* (Bouchène, Alger, 1989) comporte une analyse politique de facture élevée et révèle d'une manière extrêmement subtile les liens complexes qui lient les citoyens à l'Etat dont l'abstraction les pousse à personnaliser les rapports et à ne voir derrière le Ministère que le Ministre, et derrière les institutions que des personnes à faire actionner comme « des pistons » pour mieux régler leurs petites affaires, et non des commis au service de l'Etat et des citoyens....

Les « Kenz » sacrifiés sur l'autel d'une indifférence coupable

Mais revenons, d'erechef, à El Kenz. Si l'on voulait maintenant dresser un portrait « psychologique » de sa personnalité, je dirais que celle-ci comporte une forte charge affective et émotionnelle envers la nation et l'Etat -nation dont pourtant il critique les tares, les défaillances et les limites. Ce versant affectif transparait, pour un lecteur averti, à travers l'œuvre qui se veut une critique sévère, constructive et sans complaisance envers la gestion négligente, désinvolte ou indifférente à la chose publique. Sous la sévérité de ses analyses, souvent pertinentes et encadrées d'une raison critique, de l'Etat et de la société, se lit en filigrane cet amour obscur et inconscient qui arrime l'individu à son histoire propre et à celle de sa com-

munauté d'origine, et qui le poussent malgré lui à s'impliquer et à se sentir partie prenante de ce destin collectif. L'Etat, en l'occurrence l'Etat algérien, si tant qu'il existe, et dont un auteur comme El Kenz critique les tares, ne saurait prendre la mesure des souffrances que peut ressentir un intellectuel contraint par la force des choses à l'"exil". Comme bien d'autres, El Kenz fait partie de ces chercheurs nationaux qui ont quitté le pays à leur corps défendant pour un exil qui n'est pas toujours « doré » en s'établissant dans des pays étrangers qui, tout en pratiquant une discrimination flagrante, honteuse, se réjouissent d'exploiter avec grand profit la matière grise « indigène » captée.

El Kenz dont les compétences sont reconnues et utilisées en France de manière intelligente, fondée sur la notion de rentabilité et d'efficacité, souffre pourtant de manière insidieuse de ce racisme « ordinaire » qui, à l'Université de Nantes, se traduit par ce complexe de « supériorité » à l'égard de l'élément « indigène ». Complexe que les Nantais, tout comme la plupart de leurs compatriotes, ont hérité de l'époque coloniale et qui, tels des souvenirs rémanents, reviennent dans les imaginaires français qui se représentent l'Algérie, malgré qu'il puisse être leur égal, en vertu et en science, toujours comme un être « inférieur ».

Les « Kenz » dont le savoir-faire est capté et exploité à bon escient par d'autres, les « ennemis » virtuels ou réels de l'Algérie, sont légion, et l'exemple concret d'Ali El Kenz est l'illustration parfaite d'une politique de l'Etat, inconsciente et irresponsable, envers la valorisation des

L'exil des compétences et la mise à l'écart de ceux qui, à l'intérieur du pays, réunissent tous les critères du savoir-faire, sont des pertes pour le pays et ceux qui profitent de cet état de choses sont d'abord les pays étrangers, intelligents et imaginatifs, et ensuite les médiocres détenteurs nationaux de responsabilités politiques et administratives, responsables soit-disant nationaux mais dont le souci majeur est de vider le pays de sa substance pour faire perdurer leurs positions acquises tout en transmettant le flambeau à leur progéniture...

ressources humaines de la nation dont profitent le plus souvent les nations étrangères ou les multinationales des pays capitalistes. Pourquoi discourir sur le « nationalisme », le patriotisme et l'usage rationnel de nos compétences nationales lorsque celles-ci sont soit marginalisées à l'intérieur même du pays, soit poussées sciemment à l'exil par le jeu clanique institué, jeu qui consiste à écarter les compétences au profit des profils pâles et dont le seul mérite réside dans la médiocrité, la bassesse et l'obéissance aveugle au protecteur du moment ?

L'exil des compétences et la mise à l'écart de ceux qui, à l'intérieur du pays, réunissent tous les critères du savoir-faire, sont des pertes pour le pays et ceux qui profitent de cet état de choses sont d'abord les pays étrangers, intelligents et imaginatifs, et ensuite les médiocres détenteurs nationaux de responsabilités politiques et administratives, responsables soit-disant nationaux mais dont le souci majeur est de vider le pays de sa substance pour faire perdurer leurs positions acquises tout en transmettant le flambeau à leur progéniture...

Les exilés comme aubaine aux mains étrangères...

Ces exilés, tout comme les exilés de « l'intérieur », ne demanderaient pas mieux que de servir par leur savoir-faire le pays. Mais l'Etat s'en moque, et le ministère de

l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, dont les fonctionnaires sont quasi inamovibles, n'entendent rien ou presque au sens de la recherche scientifique, et moins encore à l'intérêt suprême de l'Etat et de la nation dont ils n'ont cure. Cette allégation n'est pas difficile à démontrer, preuve à l'appui. L'indifférence envers la recherche scientifique se prouve à l'ignorance de nos fonctionnaires du ministère chargés de la Recherche scientifique de ce qui s'écrit sur l'Algérie à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Poser la question par exemple à l'un des directeurs centraux du MESRS sur les titres d'ouvrages publiés par El Kenz, il ne saura vous répondre ; il se peut même qu'il n'ait jamais entendu parler d'El Kenz. Mais poser la même question à son homologue français, ou belge ou suisse, il saura vous dire non seulement qui est ce Kenz, mais aussi les titres, les lieux et le nom d'édition de ses ouvrages ainsi que leur contenu. C'est que contrairement à leurs pairs algériens qui passent le plus clair de leur temps en « réunions » souvent superflues, sans rapport avec la gestion des affaires publiques, les Européens consacrent une bonne partie de leur temps à s'informer, à lire et à apprendre des livres écrits par des nationaux ou des étrangers des idées qui peuvent servir justement les desseins politiques de l'Etat dont ils sont les véritables commis. Les travaux d'Algériens, en tant que citoyens d'un Etat classé « sensible », aux retournements « imprévisibles », au pouvoir « mouvant », les intéressent d'autant plus que les chercheurs algériens leur fournissent sans le savoir des analyses souvent

éclairantes qui leur permettent d'évaluer, de prévoir, et d'anticiper les évolutions internes de ce pays que l'on qualifie d'atypique, d'imprévisible et « d'irrationnel ». Mais beaucoup de nos fonctionnaires et nos politiques imbus de leur prétendu savoir politique ou administratif se considèrent dispensés de ces connaissances prospectives, et c'est ce qui explique le peu de cas qu'ils accordent aux recherches faites par nos chercheurs, tant de l'intérieur que de l'extérieur. Pour eux, lire, s'informer et mettre à la disposition de l'Etat dont ils se prétendent être les servants légitimes, les renseignements et les outils d'analyse qui leur permettent de mener une bonne politique, n'est pas de leur ressort, mais de celui des Renseignements Généraux ou Militaires... Telle est la conception étriquée, bornée et étroite de beaucoup de nos hauts fonctionnaires enfermés qu'ils sont dans leur logique « rentière » et n'en sortent qu'une fois partis à la retraite volontaire ou congédiés de manière anticipée de leurs postes...

Nos politiques et nos experts des cabinets ministériels et leur gestion des ressources humaines...

Si on avait de vrais « commis d'Etat », un Kenz et consorts n'auraient pas à quitter le pays pour « vendre », moyennant

des miettes, leur savoir-faire ; ils seraient restés sur place pour contribuer au relèvement scientifique, culturel et économique du pays. Leurs analyses et savoir-faire auraient pu être exploités au profit de la nation, et non bradés au grand profit de l'étranger. Parler d'El Kenz comme enseignant et comme chercheur, c'est dire ce qu'il aurait pu apporter à l'université et au pays s'il y était encore ; c'est se demander pourquoi l'Etat n'a pas voulu ou su tirer profit des hommes qu'il a contribué à former à grands frais ; c'est dénoncer, enfin, le sort réservé à tous ceux qui, à l'instar de notre sociologue exilé, se trouvent condamnés au rebut de l'histoire ou méprisés du fait même qu'ils ne jouent pas le jeu de la médiocrité, de l'indifférence ou de la bassesse envainnante. C'est à l'heure de la mondialisation épousée plus comme un slogan que comme une vision stratégique, clairement définie et prévoyante, que l'on a besoin plus que jamais de ces chercheurs dont la vision anticipatoire rompt avec la monotonie de ces discours répétitifs, fades et prétentieux, de nos politiques dont certains servent franchement de véritables repoussoirs à leurs pairs d'autres latitudes...

Je ne sais pas si nos politiques, nos « experts » et tous ces chargés de missions des cabinets ministériels ont lu les prédictions d'El Kenz, il y a plus d'une décennie, sur ce que sera la « mondialisation » dont on ne parlait pas encore ou très peu. S'ils avaient lu ses analyses « futuristes », pourrait-on dire, ils auraient pu se dispenser de faire appel à des experts étrangers une dizaine d'années plus tard pour leur dire ce que ça signifie les mots « mondialisation », délocalisation, mouvement des capitaux d'un côté, migration de la misère de l'autre, etc. Voici le scénario établi en 1988 par El Kenz, scénario que confirme l'évolution de l'économie nationale soumise aux forces centripètes de l'économie mondiale : « La nouvelle régulation de l'économie par le marché, écrit-il, « le désengagement de l'Etat » aboutit ainsi à un double résultat : la monnaie nationale, qui devient une simple monnaie de change est subordonnée, d'une manière informelle, à la devise étrangère ; cette subordination s'accompagne d'une dévaluation de fait du pouvoir d'achat du dinar. La dynamique endogène de l'économie nationale est alors freinée, déformée par les forces plus puissantes de l'internationalisation, les fragiles frontières d'un marché intérieur en voie de constitution ne peuvent plus résister à la puissance centrifuge de la loi du marché.

Tels sont, selon nous, les grands traits de la société algérienne en cette décennie de crise mondiale. On peut penser, comme beaucoup d'observateurs, qu'elle annonce la fin du modèle nationalitaire et relativement égalitaire de développement qui avait caractérisé jusqu'alors l'expérience historique de l'Algérie post-indépendance.... »

Ces prédictions sont confirmées par l'économie de marché actuelle dont le caractère chaotique se reflète à travers la liberté sauvage des prix, le maintien de l'économie parallèle, la dévaluation constante de la valeur du dinar, devenue plus que jamais une véritable « monnaie de singe » ; par l'accroissement de la pauvreté et du nombre d'assistés sociaux ; par l'augmentation incessante du nombre des « haragas » ainsi que par les émeutes intermittentes de certains villages et centres urbains... Ce dont l'Etat a besoin pour « savoir » et pouvoir, ce n'est pas seulement de fonctionnaires, de gratte-papiers, d'ouvriers et de paysans, mais aussi de gens qui pensent et qui savent prévoir et anticiper les événements... Or, les chercheurs, comme El Kenz, on en a grandement besoin et les sacrifier ainsi sur l'autel de l'oubli ou de l'indifférence est le contraire d'une bonne politique...

A. R.

*Chercheur

Meliani Hadj à *Algérie News*

L'intellectuel : du militant à l'expert, de « l'engagé » au technicien

Pour Meliani Hadj, figure-type de l'universitaire non totalement « fonctionnarisé », enseignant à l'Institut des langues étrangères (littérature française) à Mostaganem, historien du raï, spécialiste du culturel, c'est une approche par la « globalisation » qui expliquerait la « mort » de la figure de l'intellectuel algérien : on est passé du militant à l'expert, de l'homme engagé au technicien.

Par : K. Derraz

Algérie News : Avec en toile de fond un dossier sur Ali Kenz, est-ce qu'il est juste et légitime de faire le procès de l'intellectuel algérien, maintenant, surtout après la décennie 1990 ?

Meliani Hadj : Non, on ne peut pas faire de procès, mais seulement un constat. D'ailleurs, c'est ce que Ali El Kenz a essayé de démontrer dans son dernier livre. Une démonstration indirecte à travers son propre parcours pour essayer de voir et tracer l'itinéraire de sa propre génération d'abord, le CV de formations de ses contemporains et ses étapes. Avec la « marque » de la colonisation, l'Indépendance, ce bouillonnement intellectuel à l'université d'Alger à cette époque, la fascination marxiste, ensuite le rapport à l'Etat-nation avec Boumediène... Il y eut aussi cette halte avec l'arabisation, en tout cas pour le groupe d'Ali El Kenz quand il a essayé avec Chikhi et les autres de s'arabiser, le voyage en Egypte dans ce cadre-là et toutes ses expériences dont il a essayé de rapporter les faits. Il y a aussi ce chapitre d'une vie, dénommé « rencontre avec le monde arabe », un univers que l'on ne connaissait pas justement. Il y a aussi l'avènement de la classe ouvrière et la grande enquête qu'ils avaient réalisée, lui et son groupe avec Chikhi et Guerrid, sur la SNS, la recherche à nouveau centrée sur la société algérienne et enfin, l'étape de l'avènement de l'islamisme politique et l'exil. L'expérience dure de cet exil et l'effort fait pour se repositionner avec des réflexions et des analyses, sur les géographies du Sud, en Afrique et dans le monde arabe. C'est Ali El Kenz qui va s'intéresser à la question des élites, ses modes de constitution, son historique, son poids dans la société de support... Son ouvrage est une réponse intéressante à votre question. Il fait le bilan de sa génération, de ses ratages, et des analyses que cela a imposées.

L'itinéraire d'Ali El Kenz est presque typique. Cela n'empêche pas de penser que tout ce périple a abouti à une sorte de statut de démissionnaire permanent chez l'intellectuel algérien. Une démission que l'on retrouve par ailleurs dans l'opposition politique, les partis...etc. Comparé à la dynamique des années 1990, depuis des années... il n'y a rien ! On est poussé à diagnostiquer la mort de la société algérienne dans la mort de ses élites, de ses démissions.

Non, je crois que la fonction a changé tout simplement. Il y avait, à une certaine époque, une fonction de l'intellectuel liée à l'Etat-nation, un statut qui lui permettait une présence dans cet « Etat-nation », qui pouvait être commanditée ou autonome. Aujourd'hui, on n'a plus cet espace favorable à l'expression de



C'est le fonctionnement de la société et de l'Etat qui enlève, de fait, toute possibilité d'expression à l'intellectuel. Ce n'est pas qu'il n'existe plus, mais c'est sa parole qui n'a plus aucune place dans cette société.

cette intelligentsia c'est tout. Ce n'est pas qu'elle n'existe plus, mais elle n'a plus les moyens de tenir le « discours ». Que cela soit du côté de ce qu'on appelle, en termes galvaudés, la « société civile » ou du côté des institutions de l'Etat-nation. Des deux côtés, presque on ne voit plus la nécessité d'avoir une élite et des intellectuels. C'est pour cette raison que lorsque l'intellectuel intervient, il n'a plus aucune incidence aujourd'hui. On n'a

plus besoin de lui, ni « en haut », ni « en bas ». Je crois qu'il faut poser la question autrement et se dire que c'est le fonctionnement de la société et de l'Etat qui enlève, de fait, toute possibilité d'expression à l'intellectuel. Ce n'est pas qu'il

n'existe plus, mais c'est sa parole qui n'a plus aucune place dans cette société. Aujourd'hui, le registre de légitimité est celui du chef d'entreprise, de la figure du débrouillard de tout type. Ce sont des modèles de réussite qui peuvent avoir un discours. Aujourd'hui, l'audimat est beaucoup plus en faveur d'un entraîneur de football ou d'un joueur qui ont la possibilité d'avoir une parole publi-

L'autre vraie question est de savoir pourquoi nous n'avons plus d'intellectuels organiques ? Tu me poses la question des intellectuels autonomes au sens sartrien alors qu'on doit surtout poser la question de l'intellectuel organique. Il n'y a plus de figures intellectuelles pour défendre cet Etat, capables de monter au créneau pour défendre la politique de X ou Y. Une défense qui ne soit pas « langue de bois » ou « discours » mais une construction pour faire la plaidoirie des choix politiques du moment. Cela n'existe plus ! On n'a plus que des « serveurs », pas d'intellectuels ! Même les intellectuels organiques au sens que lui donne Gramsci n'existent plus ! Personne ne les appelle. Et même lorsque les intellectuels s'expriment, comme on peut en lire dans les colonnes des journaux et les pages « débats », paradoxalement il n'y a jamais « débat »...

Mais à quoi est due cette rupture ? Ce passage de l'intellectuel organique militant au statut d'intellectuel « observateur » externe ?

Comme je l'ai dit plus haut, il s'agit peut-être de deux facteurs. Le premier est que l'Etat s'est débarrassé de ses intellectuels, et se contente de serveurs. Il n'éprouve plus le besoin d'avoir des intellos de la trempe de Cheriet, de Lacheraf, des gens qui avaient, dans la galaxie du FLN, un positionnement d'intellectuels. Quel est le parti qui en possède aujourd'hui ? Est-ce que Hamas le FLN ou le RND ont-ils des intellectuels organiques ? Malheureusement non. Ce sont des partis où on peut retrouver des docteurs, des universitaires, mais ce ne sont pas des gens capables de produire une réflexion propre. Ce sont d'abord des partisans et justement ce ne sont pas les propos d'un porte-parole de parti qu'on attend. C'est cet aspect de la vie intellectuelle de l'Algérie qui m'interpelle le plus. On part du principe dramatique que l'Etat ou le parti n'a pas besoin de l'intellectuel organique mais de « serveurs ». Or le problème est qu'un Etat ne peut pas se suffire de serveurs. Il a aussi besoin de gens aptes à « porter » sa parole, à lui apporter une réflexion, à la théoriser.

Est-ce que ce tableau est valable aussi pour le courant islamiste ?

Le problème est que même les discours islamiste est un discours importé. Même les intellectuels qui façonnent la pensée religieuse en Algérie aujourd'hui dépendent de cette « importation ». J'ai été frappé il y a quelques jours, dans une plage, d'entendre de la musique religieuse... libanaise. On a quand même nos propres madayeh !! Pourquoi n'est-on pas capable de les diffuser ? Parce que comme pour le discours intellectuel, on



importe. On importe des spécialistes et on encourage un mouvement de références extérieures. Même les islamistes ne sont pas capables de produire leurs propres intellectuels organiques ! Même pour penser le radicalisme ou le fondamentalisme. On est en fait dans la position permanente de l'exécutant. Même pour le GSPC, on est dans la position de simples émirs, qui donnent suite à des fatwas produites ailleurs, incapables qu'ils sont de produire leur propre réflexion.

Ce que je dis n'est pas valable uniquement pour la sphère politique, mais aussi pour la sphère éditoriale. Les ouvrages qui circulent aujourd'hui, sont des ouvrages d'intellectuels islamistes moyen-orientaux dans la majorité des cas. Si la parole de l'intellectuel algérien n'est pas audible, c'est parce qu'elle n'arrive pas à penser d'une manière autonome. Je ne dirais pas à «s'algérianiser» car cela ne veut rien dire et lorsqu'on réfléchit, on le fait sur le mode de l'universel.

Ce qui manque c'est simplement cet ancrage. Et cela n'a rien à voir avec les catégories islamistes, démocrates, organiques...etc.

L'autre paradoxe, c'est qu'on n'est pas arrivé à se constituer en communauté. Le drame des intellectuels et donc des universitaires qui sont à la base de cette population, c'est qu'on n'a pas de communautés universitaires. Cela veut dire qu'on n'a pas de références universitaires où on se cite les uns les autres. Mis à part une dizaine de noms, entre El Kenz, Addi ou d'autres, cet espace de références est vide. Et tant qu'on n'a pas cette communauté de références, même avec des gens avec qui on n'est pas d'accord, on n'a rien. Le noyau d'intellectuels qui existait il y a une vingtaine d'années a complètement disparu aujourd'hui.

La première étape je le crois est de se constituer en tant que communauté universitaire. Je veux dire une vraie communauté autonome, qui ne dépend d'aucune

sphère externe. Or aujourd'hui, dès qu'un universitaire a un certain «grade», il rêve de devenir le chef de quelque chose, d'être député et d'entrer dans le clientélisme. Il ne peut donc plus se présenter et fonctionner comme un intellectuel. Chacun se dit qu'il ne sert à rien d'écrire des ouvrages et de marquer une présence sociale en se répétant «si je suis chef de quelque chose, je suis au moins reconnu dans ma famille, dans mon quartier, dans ma tribu». Ce genre de communauté existe dans des pays voisins comme le Maroc où des universitaires se citent, se reconnaissent, et débattent. C'est le cas aussi dans le reste du monde arabe, toute proportion gardée. Pourquoi en som-

■■■■

La grande leçon des intellectuels dits démocrates, c'est de n'avoir pas pris conscience de la question de l'Islam. En dehors de son aspect politique ou «événementiel», le facteur religieux n'a pas été pris en compte, dans la formation.

mes-nous là ? Je n'ai pas de réponse. Je me dis cependant que si le délitement touche toute la société, pourquoi les élites seraient-elles épargnées ?

On a aussi cette impression de décalage entre une communauté d'intellectuels algériens en exil qui continue de produire un discours sur l'Algérie, mais un discours décalé par rapport aux réalités présentes. Des analyses enfermées dans les grilles des années 1990 et de la crise de cette décennie. Une production « d'exil » en quelque sorte.

Oui, on est d'accord. À l'évidence cela vient du fait que l'on est coupé aussi. Éloigné. Un intellectuel a besoin d'être dans le réel social, le sien. En termes de savoirs, la demande sociale où il baigne l'amène à produire des discours qui sont

éloignés par rapport à sa société d'origine. Il y a donc un décalage de fait pour certains. Pour certains, je dis, car d'autres ont réussi à maintenir une réflexion critique qui n'est pas restée bloquée sur des périodes fixes. D'autres sont restés malheureusement dans les problématiques des années 1980-1990. Ils sont aussi contraints par les demandes des milieux scientifiques étrangers qui les emploient. Ces intellectuels ont quand même joué leurs rôles à l'époque où l'Algérie a connu une grave crise, mais il ne faut pas leur demander de changer les choses tant que les réalités algériennes sont ce qu'elles sont justement. Pour résumer un peu la situation, il faut surtout rappeler qu'en Algérie, on a produit des diplômés pas des intellectuels. Et tant que l'intellectuel n'a pas un espace relativement autonome, on n'a pas cette communauté qui instaure les valeurs et les hiérarchies de valeurs.

■■■■

Qu'elle soit en exil, ici, en crise ou sous contrainte, cette élite donne l'impression qu'elle n'a jamais pu produire un discours alternatif à l'islamisme politique.

Écoutez, pendant longtemps, et je fais partie de ce procès, les intellectuels ont ignoré le facteur religieux dans leur trajectoire de formation.

Cela leur est tombé sur la tête en quelque sorte. C'est-à-dire comme donnée fondamentale intrinsèque de la société algérienne. Quelque part, lorsqu'on s'est mis à réfléchir sur cette question, c'était déjà trop tard ! La grande leçon des intellectuels dits démocrates, c'est de n'avoir pas pris conscience de la question de l'Islam. En dehors de son aspect politique ou «événementiel», le facteur religieux n'a pas été pris en compte, dans la formation. Certains ont été largués dès les premières années, d'autres ont essayé de s'y mettre

mais avec beaucoup de retard. Mais heureusement, depuis cette époque, beaucoup ont réussi à produire un capital d'analyses sur la question de l'Islam, sachant aussi que cela prend du temps pour que ce discours critique et d'analyse puisse maîtriser ce champs et son histoire. Moi, je trouve que c'était cela la leçon des années 1990. L'islamisme n'était pas l'acte d'une poignée d'agités, mais une demande profonde de la société.

On a déjà un capital de noms comme Hocine Bekhaïra, Abderrahman Moussaoui, des anthropologues de l'Islam, de l'islamisme... Je cite ceux que je connais, mais ils sont nombreux par ailleurs à s'intéresser à cette dimension religieuse en profondeur pour ensuite démanteler les mécanismes de manipulations idéologiques par exemple.

Qu'est-ce qui explique cette vision qu'ont les Algériens de leurs élites qu'ils jugent illégitimes et manquant de crédibilité ?

Grosso modo, les Algériens n'ont pas tort. Beaucoup d'intellectuels n'ont fait que prendre le train en marche, théoriser le politique. Je pense surtout à la révolution agraire, le socialisme surtout. Beaucoup d'intellectuels, sans être organiques, et même avec un discours critique, ont été à la traîne de la décision politique.

Cependant, il faut rappeler que le problème de la légitimité est un problème d'abord de la communauté : si les universitaires et les intellectuels ne sont pas reconnus par eux-mêmes, comment voulez-vous que leur société les reconnaissent ? Comment voulez-vous qu'on ait de la légitimité si celle-ci est recherchée par l'intellectuel du côté d'un wali ou d'un ministre et pas chez la communauté des pairs ?

K. D.